

# Une nouvelle directive israélienne accélère le nettoyage ethnique de Masafer Yatta

## Description

*L'ordre militaire supprime les derniers obstacles juridiques à la destruction massive et au déplacement de 12 villages palestiniens dans le sud de la Cisjordanie.*

Par Yuval Abraham et Basel Adra, pour +972 Magazine et Local Call, le 25 juin 2025



Des soldats israéliens envahissent le village de Khilet Al-Dabea, Masafer Yatta, dans le sud de la Cisjordanie, juin 3, 2025. (Oren Ziv)

Ces derniers mois, l'armée israélienne et des colons ont intensifié leurs efforts pour expulser environ 2 500 Palestiniens vivant dans un groupe de villages situés dans la région de Masafer Yatta, au sud de la Cisjordanie. Début mai, lorsque l'armée a détruit une grande partie du village de Khilet Al-Dabe. Il s'agissait alors de la plus vaste destruction jamais enregistrée dans la région. Aujourd'hui, une nouvelle directive militaire menace d'accroître la destruction d'une douzaine de villages supplémentaires.

La semaine dernière, le Bureau central de planification de l'administration civile de l'entité militaire israélienne qui délivre les permis de construire dans les territoires palestiniens occupés a adopté une politique de rejet systématique de toutes les demandes de construction en attente à Masafer Yatta. La directive invoque des « besoins militaires » et mentionne spécifiquement la zone de tir 918, qui englobe 12 des 20 villages de Masafer Yatta, et qu'Israël a déclaré zone militaire fermée au début des années 1980 pour déplacer de force ses résidents Palestiniens.

La directive se base sur un document publié la semaine dernière par le centre de commandement armé, dont +972 et Local Call ont obtenu une copie. D'après ce document, les résidents de la zone doivent être expulsés en utilisant la palette complétement d'outils civils et sécuritaires à disposition de l'armée, pour que celle-ci puisse y mener des exercices de tir réels, *« pour le bénéfice de la guerre sur des terrains variés, une guerre qui est malheureusement devenue habituelle depuis un an et demi, culminant avec l'opération Rising Lions »*. Cette dernière représente l'opération militaire israélienne menée en Iran. Yehuda Alkalai, le chef du Bureau central de planification de l'administration civile, a ordonné que toutes les décisions soient prises conformément à ce nouvel ordre.

Cette directive s'inscrit dans une longue stratégie israélienne d'utilisation des zones de tir comme prétexte pour exproprier les Palestiniens et étendre les colonies. Jusqu'à récemment, les Palestiniens pouvaient soumettre des plans de construction qui suspendaient temporairement les ordres de démolition le temps de l'examen. Mais depuis 2021, une réglementation militaire exige l'approbation préalable du commandement militaire, bloquant l'examen de ces plans. Désormais, même les dizaines de dossiers antérieurs à cette réglementation sont visés.

Les avocats représentant les habitants palestiniens ont averti que cette mesure élimine tout processus d'examen significatif et autorise des rejets massifs et rapides des dossiers, sans analyse au cas par cas. Selon Alon Cohen Lifshitz, un architecte qui travaille à l'ONG israélienne Bimkom, ces plans constituaient la dernière protection juridique des résidents. Il poursuit cette politique crée une infrastructure pour vider complètement la zone de tir de ses habitants.

D'après Nidal Yunis, président du conseil de Masafer Yatta, au moins 25 projets de construction en attente dans plusieurs villages dont Jinba, Halawah et Al-Fakhit pourraient être rejetés très prochainement, ouvrant la voie à une vague massive de démolitions.



---

*Des femmes et des enfants marchent sur les ruines des maisons dans le village de Khilel Al-Dabea, Masafer Yatta, sud de la Cisjordanie, 3 juin 2025. (Oren Ziv)*

Selon Yunis, ces dernières années, l'armée israélienne s'abstenait d'expulsions massives pour éviter les critiques internationales, préférant refuser systématiquement les permis de construire et démolir progressivement. « Ils ne voulaient pas que le monde voie qu'ils mènent un nettoyage ethnique, alors ils n'ont pas expulsé les gens en les chargeant sur des camions », explique-t-il. « Ils nous épousent petit à petit : démolitions, interdictions de construire ou de travailler, dans l'espoir que nous finissions par quitter les lieux à cause de la lassitude »

Désormais, l'expulsion totale devient un scénario réaliste. D'après lui, les avocats ont été frappés par le langage explicite du document interne de l'armée, qui parle de transformer la zone de tir en « zone stérile » par « évacuation » des résidents.

Pour certains habitants comme Ahmad Muhammad Awad, 28 ans, les conséquences de cette directive seraient immédiates et dévastatrices. « S'ils démolissent notre village, nous devons retourner dans des caves trop petites pour nos familles, avec des conditions de vie impossibles », nous explique-t-il. Sa demande de permis de construire doit être examinée le mois prochain.

Il accuse également les colons d'instrumentaliser la justification militaire : « Ils disent que c'est pour l'enlèvement, mais ce sont les colons qui contrôlent les terres. Cette année, ils ont fait perdre leurs bêtes sur nos champs plus que jamais, détruisant des centaines de dounams de coltes. »

## **« Ils s'opposent simplement à l'existence des Palestiniens »**

Cette accusation des expulsions s'inscrit dans l'agenda d'annexion du ministre des Finances Bezalel Smotrich, figure de l'extrême droite israélienne. Depuis 2022, il a obtenu le contrôle effectif de l'administration civile, et placé ses alliés dans des postes-clés, en déclarant publiquement son objectif de « renforcement des colonies juives et d'empêcher la création d'un Etat terroriste palestinien ».



---

*Bezalel Smotrich pose au-dessus du village palestinien bédouin de Khan Al-Ahmar, Cisjordanie, 21 mars 2021. (Yonatan Sindel/Flash90)*

Pendant que les dirigeants israéliens revendiquent ouvertement leur politique de colonisation, l'armée maintient la fiction de l'« entraînement militaire » pour justifier les expulsions comme celle de Masafer Yatta. Selon l'avocate Neta Amar-Schiff, qui représente certains des résidents de cette zone, cela court-circuite toute contestation devant les tribunaux : *« Leurs arguments reposent sur un seul argument, qui est soi-disant sécuritaire. D'ailleurs, ils invoquent le commandement militaire, l'affaire est classée ».*

En pratique pourtant, après l'ONG israélienne Kerem Navot, 80 % des zones de tir déclarées ne sont pas utilisées à des fins militaires. L'armée affirme en effet qu'un million de dounams, un cinquième de la Cisjordanie, est une zone de tir.

Sur le terrain, cette offensive bureaucratique s'accompagne d'une violence croissante des colons. Après la démolition de Khilet Al-Dabe, des colons ont installé un avant-poste sur les ruines, ont harcelé les familles restantes et volé leurs biens. Bien que des manifestations israéliennes et d'activistes internationaux les ont forcés à se retirer, ils ont essayé de revenir depuis.

Ailleurs à Masafer Yatta, les attaques se poursuivent sans relâche. Le 19 juin, des soldats israéliens – probablement des colons déguisés en militaires – ont lancé des grenades lacrymogènes sur des bergers palestiniens à Jinba. Le lendemain, des colons ont attaqué des familles près de Susiya, blessant six Palestiniens. Le même jour, un colon a placé des cadavres de moutons près des maisons à Umm Qusa, une tactique psychologique d'intimidation qui vise à faciliter l'expulsion des habitants en les terrorisant.

Plus tard dans la même semaine, Imran Nawajah a aussi été attaqué par des colons à Susiya. Il a fini à l'hôpital. Il nous raconte : *« J'étais assis avec ma femme et mes amis quand j'ai vu cinq colons masqués, armés de bâtons, approchant du village. »*



---

*Imran Nawajâ??ah aprÃs son agression par des colons dans le village de Susya, Masafer Yatta, dans le sud de la Cisjordanie, le 18 juin 2025. (Omri Eran Vardi/Activestills)*

â??Ils se sont arrÃtÃs et, sans dire un mot, ont commencÃ Ã me frapper Ã la tÃte. Jâ??ai perdu conscience. Quand jâ??ai repris mes esprits, jâ??ai vu que les colons sâ??Ãtaient enfuis. Ma femme hurlait car je saignais de la tÃte. Jâ??ai ÃtÃ emmenÃ Ã lâ??hÃpital, impossible de marcher ou de parler. Ils mâ??ont fait 17 points de sutureâ?•.

Yunis, le chef du conseil local, a dit que les villages de la zone vivaient aujourdâ??hui en Ãtat de siÃge permanent. â??Les gens ont peur de quitter leurs maisonsâ?•explique-t-il. â??Les attaques et les dÃmolitions sont presque quotidiennes, ils sont simplement contre la prÃsence palestinienne ici dans la rÃgion.â?•

Alors que le Conseil de planification sâ??apprÃte Ã statuer sur les demandes de permis restantes, les habitants doivent faire face Ã cette rÃalitÃ : leurs maisons pourraient Ãtre les prochaines. Entre fermeture des recours juridiques et intensification de la violence coloniale, la stratÃgie israÃlienne dâ??effacement physique et administratif semble sur le point dâ??achever un processus de nettoyage entamÃ il y a plusieurs dÃcennies : la suppression totale des communautÃs palestiniennes de Masafer Yatta.

InterrogÃe par +972, un porte-parole de lâ??armÃe a rÃpondu que lâ??administration civile et le bureau de planification poursuivent leurs discussions concernant les villages situÃs dans la zone de tir 918. Elle affirme avoir â??un besoin essentiel de cette zoneâ?•et quâ??aucun permis de construire ne sera dÃlivrÃ, ajoutant que lâ??unitÃ dâ??application des lois â??agit pour empÃcher toute construction illÃgale selon des Ãvaluations opÃrationnelles, des directives politiques et les lois en vigueur dans la zone.â?•

**date crÃÃe**  
2025/06/30